



**Government Defence  
Integrity Index**



**FIGHE  
PAYS**

**MALI**

**2025**





# MALI

Le Mali, l'un des plus grands pays du continent africain, est confronté à de nombreux défis liés à sa taille, à sa situation géographique et à sa géopolitique. Sur le plan économique, le pays reste fortement dépendant de l'agriculture et des exportations de matières premières, en particulier l'or et le coton, avec une diversification limitée et une grande vulnérabilité aux chocs climatiques et aux fluctuations du marché mondial.<sup>1</sup> Malgré ses ressources naturelles abondantes, le Mali reste l'un des pays les plus pauvres du monde.

Depuis son indépendance, le pays oscille entre des périodes de démocratie fragile et des régimes militaires, les derniers coups d'État en 2020 et 2021 ayant entraîné une transition prolongée dirigée par l'armée. Un référendum constitutionnel a été organisé en juin 2023, renforçant encore les pouvoirs du président et des forces armées.<sup>2</sup> Les élections présidentielles devaient avoir lieu en février 2024, mais elles ont été reportées sine die. En mai 2025, le gouvernement a dissous tous les partis politiques, interdisant leurs activités pour des raisons d'ordre public.<sup>3</sup> Dans ce contexte, le pouvoir est concentré entre les mains des élites politiques et militaires, ce qui nuit à la transparence, à la responsabilité et au développement économique inclusif. De plus, en janvier 2024, le Mali a annoncé son retrait de la CEDEAO, aux côtés du Niger et du Burkina Faso, et son adhésion au pacte militaire de l'Alliance des États du Sahel. Le pays est également confronté à une détérioration de la situation sécuritaire, car d'importantes parties du nord et de l'est du pays sont désormais contrôlées

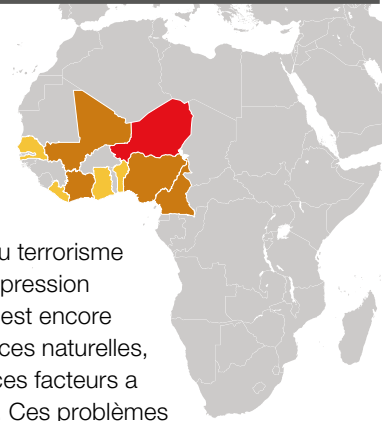
par l'insurrection djihadiste et échappent au contrôle du gouvernement. Cette situation a été exacerbée par un blocus pétrolier imposé par des groupes armés, qui paralyse l'économie et la vie quotidienne.<sup>4</sup>

Les risques de corruption restent omniprésents et les forces armées affaiblies ont du mal à répondre efficacement aux menaces persistantes des djihadistes affiliés à Al-Qaïda. Reflétant cette dynamique, l'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) 2025 a révélé que le secteur de la défense au Mali présente des atouts limités, tels que la publication partielle du budget, des codes de conduite formels et des interdictions légales des activités commerciales, et que les risques de corruption et de mauvaise gouvernance restent très élevés. Le contrôle démocratique s'est effondré après le coup d'État de 2020, les organismes d'audit sont inactifs et la plupart des dépenses sont opaques. La gestion du personnel est vulnérable à l'influence politique, aux soldats fantômes et à la faiblesse des mesures visant à garantir l'intégrité. Les opérations ne sont pas régies par une doctrine anti-corruption et les marchés publics sont presque entièrement exemptés de transparence et de contrôle en vertu du secret défense élargi.

Membre du Open Budget Partnership	Non
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2008
Traité sur le commerce des armes	Ratifié en 2013

## AFRIQUE DE L'OUEST

La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est nettement détériorée au cours de la dernière décennie, sous l'effet de l'expansion des insurrections djihadistes, de l'instabilité politique et de la criminalité transnationale organisée. Des groupes armés tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et Islamic State Sahel Province (ISSP) ont généré une violence sans précédent, le Sahel représentant désormais près de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. Ces groupes extrémistes violents se sont étendus vers le sud, exerçant une pression croissante sur les États côtiers, notamment le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'insécurité est encore aggravée par la piraterie dans le golfe de Guinée, le trafic d'armes, de drogues et de ressources naturelles, ainsi que par la concurrence liée au climat pour l'accès aux ressources. L'effet cumulatif de ces facteurs a aggravé la crise humanitaire et les déplacements massifs de population dans toute la région. Ces problèmes de sécurité se sont accompagnés de coups d'État militaires au Bénin, au Burkina Faso et en Guinée entre 2020 et 2023, qui ont encore affaibli le contrôle civil et la surveillance démocratique.



La faiblesse de la gouvernance du secteur de la défense a considérablement compromis la capacité des États à répondre efficacement à ces menaces. Les institutions de défense en Afrique de l'Ouest restent caractérisées par une transparence limitée, une faible responsabilisation et un exceptionnalisme bien ancré en matière de défense. Le contrôle parlementaire est limité par la domination de l'exécutif et des capacités techniques restreintes, ce qui réduit le contrôle civil sur la politique de défense, les budgets et les achats. La transparence budgétaire limitée a affaibli la responsabilité et alimenté la méfiance du public. Parallèlement, des systèmes d'approvisionnement non transparents et discrétionnaires ont accru les risques de corruption, faussé le développement des capacités et détourné des ressources des besoins opérationnels. Si la plupart des États de la sous-région ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), sa mise en œuvre inégale a sans doute continué d'exposer les secteurs de la défense à la corruption (risques), compromettant l'efficacité et la durabilité des mesures de sécurité.

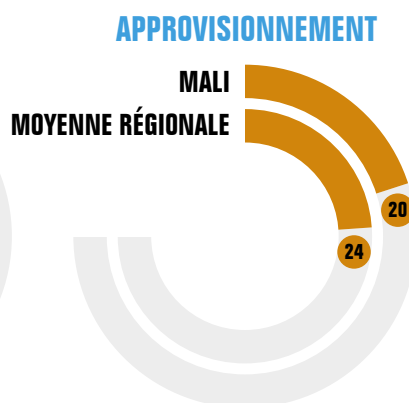
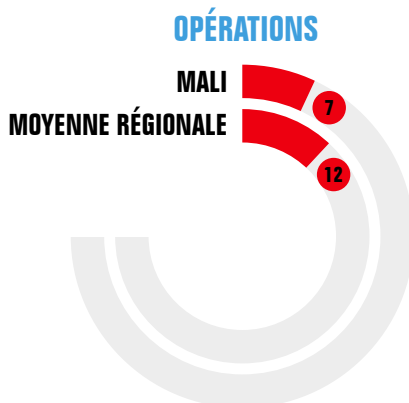
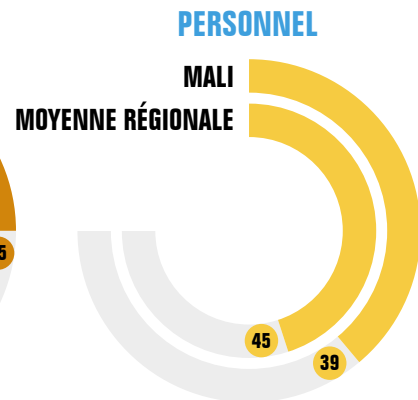
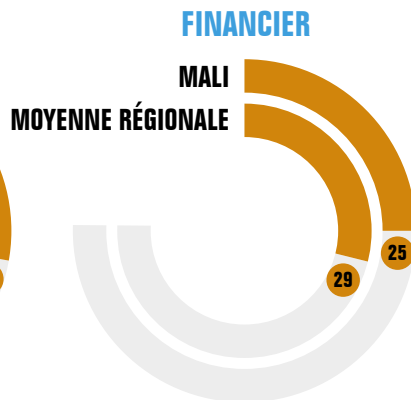
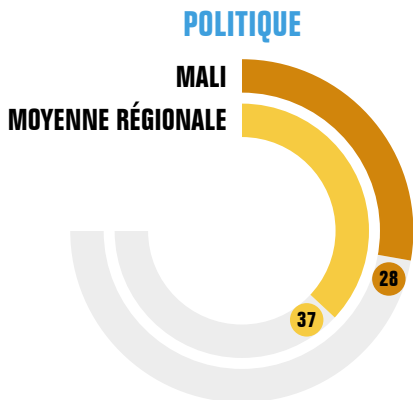
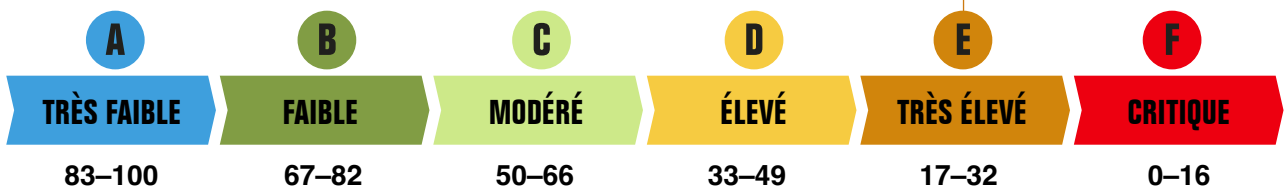


# MALI

## COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et achats. Cette section compare les performances du Mali dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

**RISQUE TRÈS ÉLEVÉ**  
**E**  
**24**





## CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

<b>Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)</b>	30/100
<b>Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)</b>	4,2%
<b>Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)</b>	Information pas accessible au public.
<b>Nombre de réunions par an</b>	Information pas accessible au public.
<b>Dernière révision de la politique/ stratégie de défense</b>	La stratégie n'est pas accessible au public.

À la suite de coups d'État successifs et de la dissolution des institutions élues, le Mali reste sous un régime de transition dominé par l'armée, caractérisé par un affaiblissement des contrôles démocratiques et une séparation limitée des pouvoirs. Depuis le coup d'État de 2020, il n'existe aucun organe démocratiquement élu chargé de superviser l'élaboration des politiques de défense, la budgétisation, les marchés publics ou les acquisitions d'armes. Les risques politiques dans le secteur de la défense sont donc très élevés.

Le Conseil national de transition (CNT), dont les membres sont nommés par le président de transition, assume officiellement le rôle de l'ancienne Assemblée nationale et comprend une commission de la défense, de la sécurité et de la protection civile chargée d'examiner la politique et le budget de la défense.<sup>5 6</sup> Dans la pratique, cependant, ses pouvoirs de contrôle sont largement symboliques. La domination de l'exécutif et le recours généralisé au secret défense et à l'exceptionnalisme en matière de défense placent en effet la plupart des activités de défense hors du contrôle législatif.<sup>7</sup>

Les mécanismes d'audit interne et externe sont également inopérants. L'Inspection générale des forces armées et des services détient un mandat de contrôle interne sur la gestion et les opérations, mais ne procède à aucun audit.

Dans la pratique, ni la Cour suprême ni le Bureau du vérificateur général ne s'acquittent de leurs responsabilités légales en matière de contrôle de la défense.<sup>8 9 10</sup> Il en résulte une absence de contrôle indépendant significatif du secteur de la défense et de la sécurité, ce qui renforce l'opacité et accroît les risques de corruption et d'ingérence politique.<sup>11</sup>

## TRANSPARENCE FINANCIÈRE

<b>Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense</b>	1) % d'accès total ou partiel accordé : Information pas accessible au public
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public
<b>Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/ commissaire #</b>	Information pas accessible au public.
<b>Le commissaire a-t-il autorité sur le ministère de la Défense ?</b>	Information pas accessible au public.
<b>Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #</b>	Aucun
<b>Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)</b>	10/100
<b>Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)</b>	119e sur 180.

La concentration du pouvoir exécutif et l'augmentation des dépenses de sécurité ont considérablement affaibli la transparence financière et la responsabilité dans le secteur de la défense au Mali, où les risques de corruption restent très élevés. Selon le Open Budget Survey, le Mali affiche l'un des scores les plus bas de la région en matière de transparence budgétaire. Certaines dépenses de défense apparaissent dans la loi de finances annuelle, mais les données manquent de détails et excluent les postes secrets.<sup>12</sup> Les dépenses réelles ne sont pas divulguées et, bien que les dépenses hors budget soient formellement interdites, elles sont effectuées de manière informelle et ne sont pas enregistrées.<sup>13 14</sup>

Les institutions de défense et de sécurité, ainsi que leur personnel, sont légalement interdites de posséder ou de participer à des entreprises commerciales.<sup>15 16</sup> Aucun élément ne permet d'indiquer une implication institutionnelle dans des activités commerciales, mais l'absence de publication détaillée empêche d'évaluer si des membres du personnel de défense s'engagent dans des entreprises privées non autorisées.

L'accès à l'information est extrêmement restreint. Le Mali ne dispose d'aucune loi sur l'accès à l'information et les communications en matière de défense sont sporadiques, la plupart des informations étant classifiées pour des raisons de sécurité nationale, ce qui rend le secteur largement fermé au contrôle public.<sup>17</sup>



## CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

<b>Législation sur la dénonciation</b>	Aucune
<b>Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense</b>	Aucun
<b>Nombre de violations du code de conduite</b>	Militaire : Information pas accessible au public. Civil : Information pas accessible au public.
<b>Système de divulgation financière</b>	# Soumis : Aucun. Nombre de violations : aucune.

Les risques liés au personnel dans le secteur de la défense au Mali sont élevés. Bien que des dispositions anti-corruption soient officiellement en vigueur, elles sont rarement appliquées, et l'absence de protection des lanceurs d'alerte, associée à un système de signalement peu encourageant, renforce l'impunité.<sup>18 19 20</sup> La transparence sur les effectifs est limitée et la fraude salariale persiste; en avril 2024, les autorités ont identifié environ 3 000 « soldats fantômes », mettant en évidence de graves faiblesses dans la gestion des ressources humaines.<sup>21</sup>

Les nominations restent vulnérables à l'influence politique. Bien qu'il existe des critères formels, ceux-ci ne sont pas appliqués de manière objective.<sup>22</sup> Le président, les ministres de la Défense et de la Sécurité, ainsi que les hauts responsables militaires continuent d'exercer une influence décisive sur les promotions et les affectations stratégiques, sans aucun contrôle externe des nominations aux niveaux intermédiaires ou supérieurs.<sup>23</sup>

Il existe des codes de conduite, mais ceux-ci ne traitent pas suffisamment les risques de corruption. Le personnel civil et militaire y a accès, et le personnel militaire reçoit une certaine formation, mais aucune preuve n'a été trouvée concernant la formation du personnel civil.<sup>24 25</sup>

## OPÉRATIONS

<b>Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)</b>	41,000
<b>Effectifs déployés en opération #</b>	38 (au 31 mai 2025)

Le Mali a mené ces dernières années des opérations militaires de grande envergure pour lutter contre le terrorisme, la rébellion, le banditisme armé et la criminalité transfrontalière, mais les risques de corruption opérationnelle restent critiques. Le pays ne dispose pas d'une doctrine militaire qui traite de la corruption dans les opérations de défense, n'offre aucune formation spécifique sur l'intégrité avant le déploiement et ne fournit aucune orientation sur les risques de corruption liés aux achats opérationnels. Bien que certaines opérations aient été précédemment menées en collaboration avec des partenaires internationaux, notamment l'Union Européenne (UE), l'Organisation des Nations Unis (ONU) et la France, dont les missions exigeaient la prise en compte de la lutte contre la corruption dans la planification stratégique, ces garanties externes ont diminué à la suite de leur retrait. Le Mali continue de fournir des contingents aux missions de l'ONU, où la corruption est intégrée dans la planification opérationnelle, mais ces normes ne sont pas systématiquement appliquées aux opérations nationales.



## ACHATS DE DÉFENSE

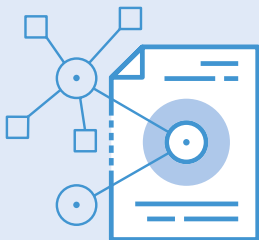
Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$929,28
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	N/A
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	Russie (43 %) Inconnu (17 %) Émirats arabes unis (10 %) Turquie (9,1 %) Chine (8,3 %)

Le Mali figure parmi les pays de la région qui dépensent le plus en matière de défense, avec une augmentation estimée à 56 % des dépenses militaires depuis 2020.<sup>26</sup> Cependant, l'opacité extrême du secteur de la défense empêche toute évaluation fiable de la manière dont ces fonds sont distribués ou utilisés. Les risques liés aux marchés publics dans le secteur de la défense au Mali sont critiques, en raison des exemptions générales aux règles standard et de l'opacité omniprésente. Les marchés publics de défense ont été officiellement retirés du cadre des marchés publics par le décret de mai 2023. Le Code des marchés publics révisé a depuis élargi la désignation « secret de défense » pour couvrir la plupart des dépenses de défense et de sécurité.<sup>27 28</sup>

En conséquence, le cycle des marchés publics de défense est largement opaque, sans cadre d'acquisition complet ou accessible au public. Aucune information n'est publiée sur les achats de défense, les plans d'approvisionnement

ou la justification des besoins opérationnels, ce qui rend impossible toute évaluation de l'alignement sur la stratégie nationale de défense. La concurrence est très limitée, la plupart des contrats étant attribués par accord mutuel ou par appel d'offres restreint.<sup>29</sup> Les décisions en matière d'approvisionnement reflètent de plus en plus l'alignement politique, en particulier avec la Russie, la Chine et la Turquie, ce qui soulève de nouvelles préoccupations concernant le favoritisme, l'influence et le contournement des processus concurrentiels.<sup>30 31</sup>

Les mécanismes de contrôle existent sur le papier, mais ne sont pas appliqués dans la pratique.<sup>32 33</sup> Aucun contrôle efficace n'a été effectué depuis 2020. Par conséquent, les achats et les contrats dans le domaine de la défense échappent totalement aux mécanismes de transparence et de contrôle.



La collecte des données GDI pour **le Mali** a été réalisée entre mai 2024 et août 2025.

# MALI TABLEAU DES SCORES 2025 GDI

	Grade	Score
<b>RISQUE POLITIQUE</b>	<b>E</b>	<b>28</b>
Q1 Contrôle législatif	F	0
Q2 Comité de défense	D	45
Q3 Débat sur la politique de défense	D	38
Q4 Engagement des OSC	C	58
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	C	63
Q6 Débat public	D	38
Q7 Politique anticorruption	E	25
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	F	0
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	F	0
Q11 Planification des acquisitions	F	8
Q12 Transparence et détail du budget	C	50
Q13 Examen minutieux du budget	C	63
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	E	17
Q15 Recettes de la défense	D	42
Q16 Audit interne	F	0
Q17 Audit externe	F	6
Q18 Ressources naturelles	A	92
Q19 Liens avec le crime organisé	F	0
Q20 Lutte contre le crime organisé	F	0
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	0
Q22 Recrutement des services de renseignement	F	0
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	A	100
Q76 Lobbying	F	0

	Grade	Score
<b>RISQUE FINANCIER</b>	<b>E</b>	<b>25</b>
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	F	0
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	F	0
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	F	0
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	D	33
Q30 Accès à l'information	F	0
Q31 Propriétaire bénéficiaire	A	100
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	A	100
Q33 Entreprises privées non autorisées	NEI	
Q77 Dépenses de défense	E	19

	Grade	Score
<b>RISQUE LIÉ AU PERSONNEL</b>	<b>D</b>	<b>39</b>
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	F	0
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	C	63
Q36 Lanceurs d'alerte	F	0
Q37 Postes à haut risque	F	8
Q38 Effectifs	F	0
Q39 Taux de rémunération et indemnités	F	0
Q40 Système de paiement	C	50
Q41 Impartialité des nominations	E	25
Q42 Impartialité des promotions	B	75
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	NA	
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	A	100
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	A	100
Q46 Code de conduite militaire	B	67
Q47 Code de conduite civil	C	50
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	F	0
Q49 Poursuites pour corruption	D	42
Q50 Paiements de facilitation	NEI	

**SCORE GLOBAL DU PAYS**

**RISQUE TRÈS ÉLEVÉ**

**E**

**24**

## NIVEAU DE RISQUE

<b>A</b>	<b>83–100</b>	<b>RISQUE TRÈS FAIBLE</b>
<b>B</b>	<b>67–82</b>	<b>RISQUE FAIBLE</b>
<b>C</b>	<b>50–66</b>	<b>RISQUE MODÉRÉ</b>
<b>D</b>	<b>33–49</b>	<b>RISQUE ÉLEVÉ</b>
<b>E</b>	<b>17–32</b>	<b>RISQUE TRÈS ÉLEVÉ</b>
<b>F</b>	<b>0–16</b>	<b>RISQUE CRITIQUE</b>

	Grade	Score
<b>RISQUE OPÉRATIONNEL</b>	<b>F</b>	<b>7</b>
Q51 Doctrine militaire	F	0
Q52 Formation opérationnelle	F	0
Q53 Planification prévisionnelle	E	25
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	F	8
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	F	0
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

	Grade	Score
<b>RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS</b>	<b>E</b>	<b>20</b>
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	F	0
Q58 Cycle des marchés publics	E	25
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	F	8
Q60 Publication des achats potentiels	F	13
Q61 Publication des achats réels	F	0
Q62 Normes de conformité commerciale	D	38
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	F	8
Q64 Concurrence dans les marchés publics	F	13
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	E	25
Q66 Contrôles anti-collusion	B	75
Q67 Attribution du contrat / Livraison	C	50
Q68 Mécanismes de plainte	C	50
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	D	33
Q70 Contrats de compensation	F	0
Q71 Suivi des contrats de compensation	F	0
Q72 Concurrence en matière de compensation	F	0
Q73 Agents et intermédiaires	NEI	
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

**CLÉ**

- NEI** Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
- NS** L'indicateur n'est noté pour aucun pays
- NA** Non Applicable

# NOTES DE FIN

- 1 World Bank, « Rapport pays : Mali », 2024.
- 2 Booty, Natasha et Marc Pivac. « Assimi Goïta : le président obtient des pouvoirs étendus dans la nouvelle constitution malienne », BBC News, 23 juillet 2023.
- 3 RFI, « Le Mali dissout tous les partis politiques alors que les figures de l'opposition disparaissent », 14 mai 2025.
- 4 BBC, « Le Mali ferme ses écoles et ses universités alors que le blocus djihadiste aggrave la crise du carburant », 27 octobre 2025.
- 5 République du Mali, « Charte de transition du 1er octobre 2020 », Journal Officiel de la République du Mali.
- 6 République du Mali, « Règlement intérieur du Conseil national de transition », mars 2023.
- 7 Entretien avec un membre du Comité de défense, de sécurité et de protection civile du Conseil national de transition, 11 juillet 2024, Government Defence Integrity Index.
- 8 République du Mali, « Loi n° 2012-009 du 8 février 2012 modifiant la loi n° 03-030 du 25 août 2003 portant création de la fonction de vérificateur général ».
- 9 BVG, « Rapports du Bureau du vérificateur général ».
- 10 Cour suprême, « Rapports annuels, section des comptes de la Cour suprême ».
- 11 Transparency International Défense et sécurité, « Audit externe du secteur de la défense au Mali : défis et possibilités », décembre 2024.
- 12 Ministère de l'Économie et des Finances, « Loi de finances 2024 ».
- 13 Ministère de l'Économie et des Finances, « Rapport sur l'exécution trimestrielle des recettes et dépenses du budget général, 31 décembre 2024 ».
- 14 République du Mali, « Loi n° 2016-047 du 30 septembre 2016 modifiant la loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013 portant lois de finances ».
- 15 Constitution de la République du Mali, juillet 2023.
- 16 République du Mali, « Arrêté n° 2023-015/PT-RM du 21 mars 2023 relatif au statut général du personnel militaire ».
- 17 Site web du ministère de la Défense et des Anciens combattants, « Section communiqués de presse DIRPA ».
- 18 Entretien, officier militaire à la retraite, 12 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 19 République du Mali, « Loi n°01-80 du 20 août 2001 portant Code de procédure pénale. Modifiée par la loi n°2013-016/ du 21 mai 2013 ».
- 20 PPLAAF, « Lanceurs d'alerte au Mali : état des lieux du cadre légal et des pratiques », Décembre 2023.
- 21 Bamada.net, « Mali : 3 000 sous-officiers fictifs recevaient des salaires depuis des années », 8 avril 2024.
- 22 République du Mali, « Arrêté n° 2023-015/PT-RM du 21 mars 2023 portant statut général des militaires ».
- 23 Entretien avec un officier militaire à la retraite, 12 juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 24 Code de conduite des forces armées et de sécurité du Mali, 1997.
- 25 Entretien avec un officier militaire en service actif, infanterie, 3 juillet 202, Government Defence Integrity Index.
- 26 SIRPI, « Base de données sur les dépenses militaires : Mali », 2024
- 27 République du Mali, « Décret n° 2015-0604 P-R M du 25 septembre 2015 relatif au Code des marchés publics et des délégations de service public ».
- 28 République du Mali, « Décret n° 2023-275 PT-RM du 3 mai 2023 portant création du régime des marchés de travaux, de fournitures et de services exclus du champ d'application du code des marchés publics et des délégations de service public ».
- 29 Site web de la Direction générale des marchés publics, « Appels d'offres du ministère de la Défense ».
- 30 Eugène Berg, « La Russie poursuit son offensive en Afrique, Conflits : Revue de Géopolitique », 21 juin 2024,
- 31 Jeune Afrique, « Le Mali reçoit de nouveaux avions militaires de la Russie et de la Turquie », 17 mars 2023
- 32 République du Mali, « Décret n° 2015-0604 P-R M du 25 septembre 2015 portant code des marchés publics et des délégations de service public ».
- 33 Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public, « Rapport annuel 2023 ».



[ti-defence.org/gdi](https://ti-defence.org/gdi)  
[GDI@transparency.org](mailto:GDI@transparency.org)

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842  
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

**Editeur de la série :** Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

**Auteur :** Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

**Chef de projet :** Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

**Design :** Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands